

Article

« Et si les géographes s'intéressaient aux idéologies moins officielles »

Anne Gilbert

Cahiers de géographie du Québec, vol. 29, n° 77, 1985, p. 217-224.

Pour citer cet article, utiliser l'information suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/021719ar>

DOI: 10.7202/021719ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : info@erudit.org

ET SI LES GÉOGRAPHES S'INTÉRESSAIENT AUX IDÉOLOGIES MOINS OFFICIELLES...

par

Anne GILBERT

*Département de géographie
Université de Montréal, Montréal*

RÉSUMÉ

À partir d'une définition de l'idéologie qui la pose comme expérience vécue d'une situation, cet article propose une étude géographique des légitimations et justifications idéologiques qui émanent de groupes d'identification informels et de communautés peu visibles. La démarche repose sur l'identification des idéologies spatiales véhiculées dans le discours sur Québec et met à jour des réseaux partiels de signification de l'espace se superposant aux idéologies officielles concernant cet espace.

MOTS-CLÉS : Idéologies non officielles, quotidienneté, analyse du discours, Québec.

ABSTRACT

If Geographers Studied the Less Official Ideologies...

Based on a definition of the ideological phenomenon which holds it as a lived-experience of a situation, this article proposes a geographical study of the ideologies issued from informal groups and less visible communities. The study relies on the identification of the spatial ideologies identified through a content analysis of discourses on Québec City and illustrates that partial systems of representations of space superimpose the official ideologies regarding such space.

KEY WORDS : Unofficial ideologies, everyday life, content analysis of discourses, Québec City.

*
* *

« Rien n'interdit aux géographes d'essayer de contribuer, à travers une réflexion qui leur est spécifique tant dans ses méthodes que dans ses objets, à une définition de l'idéologie et de ses effets qui puisse améliorer en fin de compte la connaissance et la pratique géographiques »
(Racine *et al*, 1980, p. 92).

Quel que soit le souhait de ces auteurs, les géographes ont été jusqu'à maintenant très peu enclins à faire de l'idéologie un objet géographique. À la faveur de démarches « nouvelles », d'inspirations marxiste ou sémiologique, ils sont de plus en plus nombreux à poser l'idéologie comme une dimension du rapport qui se tisse entre la

société et l'espace. Et l'idéologie fait aujourd'hui partie de l'étude qu'ils mènent de la production d'espace à différentes échelles. Mais, le plus souvent, les géographes ne posent pas, quant à l'idéologie, la médiation d'un espace qui en serait le support et la structure. Ils voient plutôt l'idéologie comme un produit social dont on lirait la «géographie» dans les formes spatiales, reléguant paradoxalement celle-ci hors du domaine géographique.

Cette occultation de l'idéologie relève du choix théorique fait par de nombreux géographes de concevoir l'idéologie comme une forme du rapport socio-politique et non pas comme l'expérience vécue d'une situation. Elle relève aussi, dans la pratique, de l'attention portée généralement aux seuls grands systèmes idéologiques au détriment des idéologies non officielles qui se construisent dans la quotidienneté. Or, ces «autres» idéologies offrent au géographe un matériel particulièrement riche en informations sur le vécu spatial.

Nous ne discuterons pas ici de la fécondité pour la géographie d'une approche qui définit l'idéologie comme lieu de signification (Dumont, 1974). Nous avons déjà développé cette réflexion ailleurs (Gilbert, 1984a). Rappelons toutefois qu'il découle d'une telle approche que l'on peut voir l'idéologie comme se construisant à même l'expérience vécue du milieu, comme puisant ses matériaux dans les pratiques spatiales. Mentionnons aussi que, dans cette perspective, on sera conduit à rechercher au-delà des constructions intellectuelles d'autres signes des liens qui unissent société et espace au travers de l'idéologie. Nous illustrerons comment cette proposition est susceptible d'élargir le champ traditionnel de la géographie et comment elle peut contribuer à légitimer ses préoccupations pour l'idéologie.

DES IDÉOLOGIES OFFICIELLES AUX IDÉOLOGIES NON OFFICIELLES

Le débat autour d'une définition satisfaisante de l'idéologie et de son inscription dans les structures sociales n'est pas clos. Au-delà de leurs divergences, les auteurs s'entendent cependant pour reconnaître que l'idéologie désigne une conscience de groupe, une conscience partagée et alimentée par l'interaction des membres d'un groupe et qui a pour lui valeur de solidarité. Et, qu'ils la voient comme produit d'un «appareil» ou, dans une perspective plus empiriste, comme produit d'un groupe qui se situe par rapport à un autre, ils ont généralement tendance à rechercher plus ou moins explicitement derrière elle le groupe d'appartenance de ses définisseurs; l'étude de l'idéologie ne se concevant pas hors de celle des rapports sociaux.

C'est ainsi que les chercheurs définissent le plus souvent l'idéologie en rapport avec des groupes sociaux bien constitués, ou avec les institutions qui les représentent, et qu'ils abordent les discours que tiennent leurs membres comme autant de manifestations de cette idéologie. Nous posons quant à nous que la pensée idéologique n'est pas réservée à ces seuls groupes «officiels». L'idéologie est en effet un phénomène beaucoup plus polyvalent que ce que révèle l'étude des seules idéologies de ces groupes.

La sociologie récente, celle du Québec en particulier, s'est intéressée surtout aux acteurs sociaux les plus visibles, aux idéologies qu'ils défendent et qui suscitent de grandes entreprises collectives qui modifient assez radicalement le cours de l'histoire (Dumont *et al.*, 1981). Or, le changement social ne s'appuie pas sur les seuls modèles socio-politiques que proposent les idéologies officielles. Il s'élabore également au

niveau des pratiques quotidiennes, au travers desquelles l'histoire se réalise. Bourdieu (1980) de même que Remy et Voyé (1981) ont mis en lumière la grande richesse de ces pratiques : elles se définissent non seulement en rapport avec les potentialités objectives qu'offrent les conditions sociales, mais aussi au travers d'une conscience cognitive et mobilisatrice faite de schémas de perception, de pensée et d'action et qui leur confère régularité, unité et systématisme (Bourdieu, 1980, p. 99). Ces auteurs ont démontré ainsi que toute intention ou projet d'un groupe ou d'un individu suppose une source de légitimation ou de justification. Ils ont en outre suggéré que l'idéologie peut émaner de sources auxquelles on ne reconnaît habituellement pas cette capacité. Ces idéologies « non officielles » se différencient toutefois des idéologies qu'on reconnaît généralement comme telles, en ce qu'elles ne couvrent pas un « territoire » de la vie collective aussi vaste. Il faut plutôt les voir comme des réseaux partiels de signification et de représentation qui émanent de groupes d'identification plus informels, de communautés moins « visibles ». Car tous les groupes auxquels appartient un individu et auxquels il se réfère ou s'identifie — il appartient à une nation, à une ethnie, à une classe sociale bien sûr, mais il est aussi membre d'une communauté née d'un voisinage ou liée à un genre de vie — produisent en quelque sorte des idéologies qui orientent l'action de leurs membres. Si ces idéologies sont plus fluides, si elles se transforment quelquefois rapidement, elles n'en verbalisent pas moins des consciences très vives du réel. Et la rationalisation idéologique qui assure l'adhésion collective aux modèles qu'elles proposent n'y est pas moins présente que dans les idéologies officielles.

Une analyse du phénomène idéologique au sein d'une collectivité ne saurait dans cette perspective se limiter aux grandes représentations « sociétales ». Pour y retrouver l'idéologie, il faut retourner à la quotidienneté, privée ou publique, spontanée ou « sophistiquée ». Grandmaison a défendu avant nous une telle proposition (1970, p. 154-155). Nous en illustrons la plausibilité dans les paragraphes qui vont suivre.

Mais rappelons d'abord que le repérage des idéologies non officielles n'est pas toujours facile. En effet, si cette idéologie présente un système d'idées et de jugements bien organisé, celui-ci n'a pas toujours son expression verbale. Certains groupes ne sont pas susceptibles de produire une littérature idéologique qui traduirait sa définition de la réalité. Une interprétation de la situation vécue par le groupe n'en existe pas moins. Cette représentation s'inscrit dans le processus par lequel celui-ci tente d'assumer son expérience. Les systèmes de représentations qui médient la relation s'établissant entre les groupes et l'espace figurent souvent parmi ces idéologies implicites. Une géographie qui ne s'attacherait qu'aux seules idéologies officielles ne les atteindrait pas, réduisant ainsi les possibilités d'une explication satisfaisante des processus spatiaux.

LE DISCOURS IDÉOLOGIQUE : L'EXEMPLE DE LA VILLE DE QUÉBEC

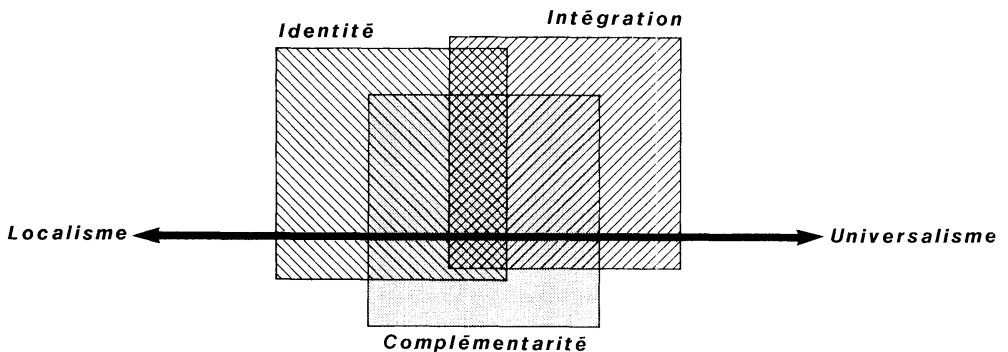
C'est ce qui ressort d'une recherche portant sur les idéologies spatiales à Québec et où l'on a privilégié, de préférence aux discours officiels, ceux s'enracinant dans l'expérience quotidienne de la ville. À leur lumière, il est apparu que les idéologies sont ici plus variées que ne le laisse croire le discours des groupes impliqués officiellement sur la scène urbaine et qu'il existe une grande plasticité dans l'interprétation du vécu. Cette recherche, dont nous livrerons les conclusions les plus intéressantes pour notre propos, ne se prétend pas une étude achevée de l'idéologie non officielle. Elle n'en constitue pas moins une occasion de faire un certain nombre

d'observations quant aux résultats que nous présumons communs à toute approche de ce type.

Notre recherche s'appuie ici sur une analyse de contenu de 130 lettres parues dans le «courrier des lecteurs» du quotidien *Le Soleil* au cours des années 1980 et 1981, et qui ont été retenues pour leurs références à l'espace. On les a considérées comme autant de manifestations des idéologies spatiales auxquelles adhèrent leurs auteurs (Gilbert, 1984b). L'analyse de ce matériel s'est faite en deux étapes distinctes. Premièrement, nous avons procédé à la mise à jour du contenu idéologique de chacune des lettres et identifié notamment les espaces référentiels des locuteurs, les caractères qu'ils associent à ces espaces, et les arguments qu'ils invoquent quant à l'organisation de la vie collective. Deuxièmement, nous avons cherché à dégager les structures de ces composantes spatiales et non spatiales de l'idéologie. À partir des résultats obtenus par traitement factoriel des éléments du contenu et après une relecture de certains discours qui avaient particulièrement contribué à la définition des facteurs issus des différentes analyses, nous avons fait ressortir l'existence de cinq idéologies spatiales à Québec. Chacune d'elles constitue le lieu d'une cohésion entre certains membres de la collectivité urbaine dont les correspondants du *Soleil* se présentent, consciemment ou non, comme les porte-parole.

Figure 1

LES IDÉOLOGIES SPATIALES : UN CONTINUUM



Une première idéologie manifeste au sein des discours analysés est l'*idéologie localiste*. Elle s'articule autour des espaces locaux : les rues, les quartiers, les municipalités sont vus comme autant d'espaces clos, définis en eux-mêmes et non pas par leurs relations réciproques. En effet, ces éléments privilégiés des références spatiales prennent leur sens non pas dans leur caractérisation topologique mais dans leurs caractérisations sociale et fonctionnelle, dans la définition de leurs caractères matériels. L'idéologie localiste appréhende l'espace comme un amalgame de lieux de vie. Et elle l'intériorise en autant qu'il prend sa détermination dans des qualités distinctes du point de vue de son usage, du point de vue des groupes qui l'occupent ou du point de vue de son cadre formel.

Pour défendre une telle vision de l'espace, les discours utilisent des arguments spécifiques : on fait appel au projet d'une société organique, d'une société qui prend appui sur la communauté. On met en valeur l'action qui s'élabore dans le tissu des

relations journalières, s'enracine dans la rue, dans le quartier, bref, là où les gens vivent.

À cette première idéologie s'en oppose une seconde, qui prend forme autour des espaces non locaux et pour laquelle on n'a pu trouver de meilleur vocable que celui d'*idéologie universaliste*. Contrairement à l'idéologie localiste, celle-ci se construit autour d'espaces ouverts, ceux des agglomérations, de la province, du pays, du continent, du monde. Elle se fonde sur la perception d'un espace-étendue, organisé par et dans un faisceau de relations établies entre ses éléments plus ou moins vastes. Elle appréhende un espace dans lequel tous les lieux sont plus ou moins équivalents, ce que Moles et al (1972, p. 9) ont assez bien décrit en faisant appel au concept « cartésien ».

Cet espace, on ne l'habite pas. Si on l'observe, si on lui attache des propriétés relatives à son usage et surtout à son contenu social, c'est pour mieux se situer par rapport à lui, dans le temps et dans l'espace, c'est pour mieux l'organiser. Celui qui tient un discours imprégné d'idéologie universaliste voit les lieux de l'extérieur ; il les appréhende comme les espaces de groupes en interaction, comme les espaces des ethnies ; il les perçoit comme des assemblages de formes plus ou moins complexes à aménager, à plus ou moins long terme.

Jusqu'ici, rien de nouveau par rapport aux études géographiques des idéologies officielles : la mise à jour d'un antagonisme qui semble irréductible entre deux visions opposées et qui s'exprime ici par des mutations d'échelle dans les liens tissés entre la société et son espace et par des formes conflictuelles de relations avec cet espace, tantôt plus intimes, plus durables, tantôt plus anonymes, plus éphémères ; et au travers de cette mise à jour, l'observation de la rationalisation idéologique d'un groupe dominant et de la définition de la situation que lui opposent les groupes dominés (Villeneuve, 1982 ; Hulbert, 1981 ; Turcotte, 1981).

La relation idéologique qui unit une société à l'espace ne se laisse cependant pas circonscrire totalement par cette opposition. Les discours dont nous avons analysé les contenus le démontrent clairement : dans la quotidienneté, les visions se multiplient et, entre les pôles localiste et universaliste, d'autres idéologies spatiales prennent corps, émanant de groupes qui assument différemment leur expérience de l'espace. Parmi celles-ci, nous avons identifié les idéologies de l'identité, de l'intégration et de la complémentarité. Elles se structurent chacune autour de représentations spatiales particulières (Gilbert, 1985).

L'idéologie de l'identité est manifestement très imprégnée d'une pensée localiste. Pourtant, ce n'est pas qu'elle se construise autour des seuls espaces locaux. En effet, son noyau spatial réunit des éléments appartenant autant au milieu local que « non local » : le quartier, la paroisse, la province, la communauté linguistique. Ici est mis en relief un désir d'autonomie pour ces espaces face aux espaces qui les contiennent : l'agglomération face à la province ou à la communauté linguistique, la province face à cette même communauté. Ils sont par ailleurs perçus comme ceux de la communauté, comme leurs milieux de vie. Quartiers et agglomérations existent par leurs résidents, leurs usagers.

L'idéologie de l'identité se distingue néanmoins de l'idéologie localiste véhiculée par les groupes officiels d'opposition sur la scène urbaine. Le discours autonomiste propose ici une solidarité entre les espaces que ne permet pas la défense du local. En se mobilisant autour de quartiers ethniques ou linguistiques qui deviennent le lieu d'expression des valeurs, ceux qui y adhèrent privilégient la communauté historique

aux dépens de celle qui s'élabore dans la proximité du quotidien. Le discours met en relief le quartier ou l'agglomération comme lieux de la durée, comme espaces qui maintiennent au temps présent les traditions vivantes et puisent dans le passé les voies de leur évolution. Il insiste aussi sur les préférences qu'il faut accorder au patrimoine. L'argumentation qui donne du poids à cette représentation de l'espace fait appel à la défense de la culture, cette culture par laquelle on vit, on échange, par laquelle on se distingue et on acquiert son identité. D'une part, elle rejette un économisme auquel ne peut se plier une société en quête d'affirmation et, d'autre part, elle interpelle les citoyens et le pouvoir dans leur rôle politique. Le discours en faveur d'une action conjointe de l'État et des citoyens ne pourrait faire partie du projet mis de l'avant dans le discours idéologique officiel sur la ville.

L'idéologie de l'intégration s'oppose en plusieurs aspects à cette idéologie de l'identité. D'abord, elle s'articule autour de références spatiales principalement « non locales » : agglomération, continent, monde. Mais surtout elle véhicule une nouvelle définition de l'espace, définition qui amène ceux qui la partagent à s'attacher moins aux caractères particuliers des lieux qu'aux forces qui les uniformisent. Ainsi, par exemple, l'agglomération, qui est ici l'espace le plus significatif, sera appréhendée essentiellement comme un espace d'échange : elle est lieu de l'activité culturelle, lieu de circulation. Elle est un pôle dont la gestion doit être menée en fonction des autres espaces avec lesquels elle est en relation : le continent, le monde dont elle fait partie et dont elle subit forcément la polarisation. Sinon homogène, l'espace des différentes échelles est ici intégré.

Toutefois, cet espace intégré n'est pas dénué de toute différenciation. Et c'est là que l'idéologie qui le propose comme modèle se distingue de la pensée universaliste qui s'exprime dans plus d'un discours officiel. L'idéologie de l'intégration se rapproche à certains égards d'une vision localiste : l'agglomération que l'on voit d'une part comme un tissu urbain, comme une étendue, prend d'autre part son sens à même l'opposition de deux de ses éléments distincts, le centre et la périphérie. Et ces éléments spatiaux s'y définissent par leur contenu social différent, par leurs formes particulières, par le genre de vie qu'ils permettent. L'espace se personnalise à travers eux, et cette personnalisation illustre le besoin ressenti par certains groupes d'intérioriser l'étendue à gérer et de proposer, dans la pratique, des modèles qui permettront d'assumer ce besoin : parmi ceux-ci, celui du développement est probablement le mieux étayé.

On peut dégager une cinquième idéologie à partir des résultats de notre analyse de contenu des lettres adressées au *Soleil*. Prenant forme autour des espaces de la rue, de la municipalité, du comté, du pays, cette idéologie est celle de la *complémentarité*. Technocratique, cette idéologie peut apparaître une non-idéologie en regard des définitions de l'espace véhiculées par le discours officiel. On verra pourtant que la rationalisation idéologique y est toute aussi présente que pour les idéologies identifiées précédemment et qu'elle peut ainsi avoir une signification importante pour le devenir collectif dans la ville.

L'idéologie de la complémentarité représente l'espace comme une étendue uniforme qu'il faut aménager, gérer. Cette étendue à gérer, c'est plus précisément ici l'espace des services publics, espace qui correspond à celui de la municipalité, de la province ou du pays. Ces lieux ne supportent du point de vue des services, ni différence dans la qualité, ni hétérogénéité.

L'idéologie de la complémentarité voit aussi l'espace comme plusieurs espaces clos distingués par des caractères sociaux et fonctionnels bien définis : un espace

résidentiel, la rue, un espace politique, la municipalité, un espace économique, le pays. D'ailleurs, les relations posées entre ces espaces font ressortir qu'ils sont appréhendés beaucoup plus comme des espaces distincts et complémentaires que comme des espaces indifférenciés.

On peut donc circonscrire, en fonction des points de vue localiste et universaliste, une idéologie où l'espace est d'abord l'usage qu'on en fait. Cette idéologie suscite elle aussi un consentement collectif mais celui-ci commence seulement à s'accompagner d'une participation plus officielle au débat sur l'espace urbain. Qu'elle s'exprime ou non par la bouche d'intervenants actifs, cette représentation appelle une argumentation en faveur d'une société fonctionnelle qui permet à tous ses membres une égale jouissance de l'espace. Elle impose aussi la défense d'un idéal de coopération entre aménageurs et populations, entre riches et pauvres, entre jeunes et vieux. D'où un discours qui utilise à l'occasion des arguments en faveur d'une action mobilisatrice.

CONCLUSION

Ces quelques rappels d'une typologie par ailleurs assez difficile à dresser — les idéologies identifiées se subdivisent, se touchent, se confondent même parfois — nous ont permis d'illustrer que des réseaux partiels de signification de l'espace se superposent aux idéologies officielles. De nouveaux modèles de vie collective en milieu urbain se développent. Nous en avons reconnu des manifestations assez évidentes dans ces idéologies que nous avons nommées idéologies de l'identité, de l'intégration ou de la complémentarité. Nous postulons à leur lumière que l'idéologique prend des formes encore plus nombreuses que celles que révèle la présente analyse. De plus, nous réitérons la position défendue jusqu'ici, à savoir qu'on ne peut prétendre accéder au sens prêté à l'espace en se limitant aux seuls modèles rigides exprimés par le biais du discours idéologique officiel.

D'autres idéologies existent et la géographie se doit de se tourner vers la quotidienneté pour les identifier. Elle travaillera alors sur de nouveaux matériaux ; elle fera aussi des choix théoriques différents. En fait, les géographes peuvent-ils ne pas s'intéresser aux idéologies moins officielles, s'ils veulent interpréter avec justesse l'impact de l'idéologie sur la pratique de l'espace ?

SOURCES CITÉES

- BOURDIEU, P. (1980) *Le sens pratique*. Paris, Éditions de Minuit.
- DUMONT, F. (1974) *Les idéologies*. Paris, Presses universitaires de France (Coll. SUP le Sociologue, n° 36), 183 pages.
- DUMONT, F., HAMELIN, J. et MONTMINY, J.P. (éd.) (1981) *Idéologies au Canada français 1940-1976*. Québec, Presses de l'Université Laval, 3 vol.
- GILBERT, A. (1984a) *L'idéologie spatiale : conceptualisation, mise en forme et portée pour la géographie*. Article soumis pour publication, 26 p.
- _____ (1984b) L'analyse de contenu des discours sur l'espace : proposition d'une méthode. *Le Géographe Canadien*. À paraître.
- _____ (1985) Ville, représentations collectives de l'espace et identité québécoise. Article soumis pour publication aux *Cahiers de géographie du Québec*.
- GRANDMAISON, J. (1970) *Stratégies sociales et nouvelles idéologies*. Montréal, Hurtubise H.M.H., 266 p.
- HULBERT, F. (1981) Pouvoir municipal et développement urbain : le cas de Sainte-Foy en banlieue de Québec. *Cahiers de géographie du Québec*, 25(66) : 361-401.

- MOLES, A. et ROHMER, E. (1972) *Psychologie de l'espace*. Paris, Casterman.
- RACINE, J.B. et al (1980) De l'idéologie de l'espace à l'idéologie dans l'espace in Racine, J.B. (éd.) *La dimension idéologique dans les pratiques de la géographie*. Lausanne, Université de Lausanne, Département de géographie, 6 : 91-129.
- REMY, J. et VOYÉ, L. (1981) *Ville, ordre et violence. Formes spatiales et transaction sociale*. Paris, Presses universitaires de France (Coll. Espace et Liberté).
- TURCOTTE, H. (1981) *Les idéologies et le discours urbanistique*. Université d'Ottawa, Département de géographie, thèse de maîtrise non publiée.
- VILLENEUVE, P. (1982) Changement social et pouvoir municipal à Québec. *Cahiers de géographie du Québec*, 26(68) : 223-233.

CARTOGRAPHIE

Réalisation : Isabelle DIAZ

Photographie : Serge DUCHESNEAU